LE COMBAT ANTI-RACISTE UN DEFI A RELEVER!



- ► A l'occasion du 21 mars, journée internationale de lutte contre le racisme, le Parti communiste entend relever avec plus de force ce combat pour recréer de l'unité et gagner la bataille de l'égalité réelle.
- ► Mener le combat antiraciste c'est sortir de l'ambiguïté politique et prendre des mesures concrètes



Le 21 mars 1960, la répression de la manifestation pacifique contre la loi sur les « laissez-passer » à Sharpville, en Afrique du Sud se termina par la mort de 69 manifestants. Ce massacre fut un moment décisif dans la lutte contre l'apartheid. Il amena l'Assemblée générale de l'ONU à faire du 21 mars une journée mondiale de lutte contre le racisme.

Le combat est rude. Ce n'est qu'en 2001, lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance que les États ont enfin reconnu que l'esclavage et le commerce de l'esclavage avaient été « un crime contre l'humanité ». Malgré une législation qui condamne mieux les pratiques et idéologies racistes, il est inquiétant de constater une recrudescence du racisme en France, eu Europe et dans le monde. En témoigne la honteuse campagne de Donald Trump aux USA et les campagnes xénophobes contre les migrants.

La France est montrée du doigt!

La commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) vient de publier un rapport sur le racisme en France de 2010 à 2015. On y pointe la croissance des actes xénophobes, antisémites et islamophobes; des attentats meurtriers motivés par l'antisémitisme; un traitement inhumain des roms et une conception restrictive de la laïcité source potentielle de discriminations.

La France, pays de la déclaration des droits de l'homme est une nouvelle fois montrée du doigt : « Le discours de haine, de par sa banalisation dans la sphère publique, demeure un sujet de préoccupation ».

On sait le rôle détestable que peuvent jouer des discours politiques et médiatiques dans la libération de la parole raciste ou dans l'instrumentalisation de la laïcité pour exclure!

Cela se traduit par un racisme ordinaire non répertorié par les statistiques. L'étude du phénomène de sous-déclaration des plaintes pour propos racistes conclut que 92% des injures ne sont pas déclarées et qu'il en est de même pour 76% des menaces. Des centaines de milliers de citoyens sont, donc, en France victimes d'injures à caractère raciste et atteints dans leur dignité.

30 ans après la marche pour l'égalité, 10 ans après la révolte des banlieues, la situation des descendant-e-s de l'immigration post coloniale et originaires des DOM-TOM, malgré quelques progrès, reste marquée par les inégalités, les discriminations et la stigmatisation

Des études pointent que l'origine « ethno-raciale » réelle ou supposée entraîne des discriminations à l'embauche, dans l'accès au logement, aux loisirs.

Le racisme a une fonction utile: désigner un bouc émissaire comme dérivatif aux politiques libérales génératrices d'inégalités. On s'en prend au concurrent potentiel, à l'Autre.

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, par la multiplication des conflits dans le monde, le racisme gangrène la République, lui fait perdre ses valeurs et les faiseurs de haine exacerbent la concurrence entre les victimes du racisme.

Le PCF considère urgent d'amplifier la lutte contre tous les racismes

Il est positif de renforcer de la législation pour condamner la haine sur les réseaux sociaux, les actions en milieu scolaire ou de mettre en place des comités opérationnels contre le racisme (CORA) dans les départements.

Mais mener le combat antiraciste c'est sortir de l'ambiguïté politique :

Le Gouvernement Valls Hollande ne peut pas déclarer l'année 2015 Grande Cause Nationale de la lutte contre le racisme et prôner la déchéance de nationalité ou encore refuser la mise en place du récépissé contre le contrôle au faciès

Quand on est 1er Ministre on ne combat pas l'observatoire de la laïcité présidé par Jean Louis Bianco dont l'action est reconnue par toutes celles et tous ceux qui agissent contre les discriminations

Quand on est 1er Ministre, on cesse d'assimiler l'antisionisme et la critique d'Israël à de l'antisémitisme, au risque de diffuser le poison antisémite Le rôle d'un délégué interministériel à la lutte contre le racisme n'est pas de combattre les organisations antiracistes qui ne partagent pas ses vues mais de travailler avec toutes pour combattre toutes les formes de racismes sans les hiérarchiser.

Mener le combat antiraciste c'est aussi prendre des mesures comme :

- La mise en place du récépissé contre le contrôle au faciès,
- Le droit de vote accordé tous les résidents étrangers non européens
- L'abrogation de la circulaire Chatel relative aux sorties scolaires
- Un plan d'urgence pour un accueil digne des populations roms
- Un vrai plan de lutte contre l'ensemble des discriminations

Le combat antiraciste, un vrai défi politique que le Parti Communiste entend relever avec plus de force pour recréer de l'unité et gagner la bataille de l'égalité réelle!